

Mon prof est dans les nuages

Alain Herman

**Mon prof est
dans les nuages**

Roman

À mon épouse Monique et mes enfants,
Ludovic, Renaud, Caroline.

*Le véritable enseignement n'est pas
de te parler, mais de te conduire.*

Antoine de Saint-Exupéry

AVERTISSEMENT

Cette fiction est destinée à apporter un éclairage sur le renouveau du système d'enseignement.

Elle s'inspire des expériences vécues pendant la pandémie, dite COVID-19, et sur un concours de circonstances politiques, en l'occurrence l'élection présidentielle, imaginé par l'auteur pour insuffler à notre pays un nouvel élan vital.

2030

Angers, domicile de la famille Bugeot

Zoé Bugeot prépare sa rentrée scolaire, prévue dans trois semaines. Sa sœur aînée, Adèle, âgée d'un an de plus, vient d'achever ses études secondaires après avoir été brillamment reçue au baccalauréat avec une mention « Très Bien », grâce aux appréciations élogieuses de ses professeurs et aux notes obtenues au contrôle continu en 1^{ère} et en terminale. Elle assiste Zoé pour répondre à un questionnaire que vient de lui adresser le rectorat et qui lui demande notamment si elle souhaite exprimer une préférence pour tel ou tel professeur qui l'accompagnera durant toute son année de terminale. En l'occurrence, il s'agit du cours de philosophie. Son choix devra toutefois être validé par l'institution qui a le dernier mot, car elle se fait un point d'honneur de constituer des interactions pertinentes « enseignant-élève ». Celles-ci sont issues d'une alchimie complexe basée sur des algorithmes qui prennent en compte le profil d'apprentissage de l'élève, établi au début de l'année scolaire, pour être associé à un profil d'enseignant qui devrait lui convenir le mieux possible. Il

s'agit incontestablement de la pierre angulaire de ces nouvelles méthodes d'enseignement.

Une telle option, inimaginable il y a encore quelques années, est le résultat d'une révolution copernicienne de l'Éducation nationale qui, confrontée dès 2020 à la pandémie mondiale du coronavirus qui s'est répandue à grande vitesse sur la France et au-delà, avait adopté en urgence l'enseignement à distance pour permettre aux élèves confinés à domicile de poursuivre leurs études. Élèves et enseignants avaient réussi, avec les moyens du bord, à conserver les liens nécessaires au bon déroulement des programmes. En revanche, ce qui n'avait pas été anticipé, c'est le choc porté aux fondations de cette vénérable institution au point de la faire vaciller sur ses bases et de créer des fissures irréparables.

Une fois la pandémie maîtrisée et à la suite des interventions de puissantes associations de parents d'élèves, des options inédites ont vu le jour avec le téléenseignement ; celle qui consiste notamment à offrir aux élèves la possibilité d'exprimer leurs préférences dans le choix de leurs professeurs en est une illustration. Le corps professoral lui-même, composé d'une armée de fantassins que le téléenseignement avait rendue pléthorique a été entraîné dans un sévère maelström dont n'ont réussi à survivre que les profils répondant à de stricts critères pédagogiques et médiatiques. Ils constituent désormais les membres actifs de la banque de données nationale des enseignants agréés, dont la rémunération, quasiment doublée par rapport à celle qui leur était

attribuée dans le « monde d'avant », a réveillé leur motivation. D'autres se sont reconvertis en mentor, un métier complètement nouveau qui s'apparente à celui d'un passeur psychologue, appelé à jouer un rôle déterminant dans l'interface enseignant-élève. Quant aux recalés, ils ont bénéficié d'une retraite anticipée ou d'un reclassement au sein d'une administration. Les syndicats d'enseignants, habituellement si prompts à défendre des intérêts catégoriels, n'ont pas résisté à ce tsunami, orchestré de main de maître par le nouveau gouvernement mis en place après l'élection présidentielle. C'est ainsi que les enseignants agrégés ont été invités à publier en ligne leurs profils composés d'une profession de foi et d'une photo afin de séduire le maximum d'élèves et obtenir, en fonction de leur audience, des points supplémentaires qui viendront grossir leur retraite. Pour augmenter leurs chances d'être choisis, certains ont pris modèle sur des sites de rencontre pour se présenter sous leur meilleur jour.

Un an plus tôt, pour ses cours de philosophie, Adèle avait été attirée par le trio dénommé « Blanche-Neige et ses amis », composé de trois professeurs, une femme et deux hommes, qui s'étaient chacun affublés d'un pseudonyme, à savoir : Blanche-Neige, Prof et Simplet. Par défi, Adèle avait choisi Simplet en priorité, puis Prof en second. La photo de Simplet prise à la barre d'un dériveur où il semblait maîtriser les éléments ne l'avait pas laissée indifférente. Par bonheur, ce choix fut validé par l'institution, car compatible avec le profil d'apprentissage d'Adèle. Leur parcours en commun, pendant l'année de terminale, ne fut qu'un chemin de roses, gravé dans la mémoire de la jeune fille.

— *Choisis Simplet en premier, il est top, puis Prof en second, tu verras bien, propose Adèle à Zoé.*

— *J'ai hâte de faire sa connaissance, répond Zoé.*

— *Pas sûr que ton choix soit retenu, tu as bien compris. De plus, tu es bien consciente que tu ne le verras jamais en vrai ?*

— *Bien sûr...mais peut-être que...*

— *Ne rêve pas, tranche Adèle sur un ton péremptoire.*

Revenons en l'an 2020 où un virus diabolique, échappé d'un laboratoire chinois, s'est répandu dans le monde entier et a provoqué, en France, le bouleversement du système éducatif le plus radical que le pays n'ait jamais connu.

2020

Paris, palais de l'Élysée, bureau du président de la République

Une épidémie d'une rare intensité, due à un virus voyageur, continue de s'abattre sur le monde. Les pires romans de science-fiction n'auraient pas imaginé un tel scénario. La France n'est pas épargnée et, sur l'échelle de la gravité, elle se situe environ en milieu de peloton. Pour la combattre, le gouvernement a employé les grands moyens en décidant un confinement général de la population. Le pays en est à sa septième semaine, le pic de l'épidémie semble avoir été dépassé, mais aucun test n'est à ce jour suffisamment fiable pour « ouvrir les vannes », c'est-à-dire autoriser les Français à sortir du confinement qui devient de plus en plus douloureux à supporter, notamment sur le plan économique. Plus personne n'ose afficher de chiffres pour évaluer la facture monstrueuse qui s'annonce pour remettre la France d'aplomb. Heureusement, la saturation des services de santé se résorbe petit à petit, mais si le pays est incapable de procéder à des tests massifs pour recenser précisément les porteurs du virus et surtout, si un vaccin tarde à arriver, une rechute risque de créer une nouvelle vague qui serait alors dramatique.

À l'Élysée, cette situation est clairement rappelée par Éric Manin, président de la République, à ses trois invités : Renaud

Paquet, secrétaire général de l'Élysée, Jean-Marie Blainville, ministre de l'Éducation nationale et Jacques Videau, ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

Le président a tenu à réunir ce comité restreint pour explorer un sujet passé au second plan, immédiatement après l'urgence sanitaire qui s'est imposée au pays. Il s'agit de l'Éducation nationale, sujet très sensible qui, pour le moment, est resté hors des projecteurs et des thèmes les plus médiatisés. Avec la gravité qui s'impose, le président ouvre le débat.

— Messieurs, la France vient de faire une démonstration plutôt réussie de ses capacités d'adaptation à une situation exceptionnelle où le pays a mis au point mort ses structures d'enseignement traditionnelles pendant environ trois mois, sans pour autant manquer à sa mission éducative. Comment, dans les grandes lignes, voyez-vous la reprise des cours dans nos établissements pour terminer les années scolaire et universitaire et surtout comment traiter les cas du baccalauréat et du brevet ? À qui l'honneur ? À toi, Jean-Marie ?

— Les enseignants ont été remarquables et coopératifs, de nouvelles méthodes d'accès aux savoirs ont été expérimentées avec le téléenseignement, enchaîne le ministre de l'Éducation nationale. Globalement, enseignants, élèves et leurs familles ont joué le jeu. Voilà pour les aspects positifs. En revanche, les programmes ont été diversement suivis et les inégalités se sont considérablement creusées selon les origines sociales et géographiques des élèves et aussi selon les capacités d'adaptation des enseignants à des méthodes pédagogiques inhabituelles. Quant

au bac nouvelle formule, qui devrait se tenir dans quelques semaines en prenant davantage en compte le contrôle continu, je doute qu'il soit probant et m'attends, à ce qu'il soit dévalorisé dans l'opinion, peut-être à tort, mais le risque existe. Voilà le fruit de mes réflexions, pour le moment.

— Bien. À toi, Jacques, poursuit Manin.

— Mon domaine est beaucoup plus composite, répond Jacques Videau, le ministre de l'Enseignement supérieur, avec ses universités, ses écoles, ses instituts, ses facultés, les entreprises sollicitées pour des stages et les partenariats tissés à l'international avec d'autres structures d'enseignement. Difficile d'en tirer un bilan global. On est vraiment confronté au cas par cas. Le cycle licence a dû supporter des problèmes similaires à ceux vécus dans le secondaire et le cycle master est tellement spécifique qu'il faut être prudent dans les analyses. J'avoue ne pas encore avoir une vision claire du bilan à ce jour.

— D'accord. Et toi, Renaud, qu'en penses-tu ? demande le président au secrétaire général de l'Élysée, Renaud Paquet, polytechnicien comme lui et fin stratège.

— J'ai le sentiment que notre système d'éducation, pris dans sa globalité, déjà bien fragile avant cette crise, répond Renaud, a continué à se fissurer tout en faisant émerger, ici et là, des solutions d'avenir encore au stade du prototype pour répondre à l'urgence avec les moyens du bord, mais portées par des personnes enthousiastes, imaginatives et qu'on ne soupçonnait pas si investies. Pour faire court, je suis plutôt agréablement impressionné par sa réactivité pour jouer les pompiers, mais sûrement pas pour affronter durablement l'avenir. Quant au bac, pardonnez-moi l'expression, je crains qu'il ne vaille pas un coup

de cidre cette année. De toute manière, il n'est plus devenu qu'un symbole, voire une décoration.

— Tu pousses quand même le bouchon un peu loin et tu oublies la nouvelle formule que nous devons mettre en œuvre, réagit vigoureusement le ministre de l'Éducation nationale qui se sent directement visé.

— Pas de polémique, messieurs, tranche Manin. Merci de vous être exprimés avec autant de sincérité, mais je pense quand même que vous avez tous fait preuve d'une certaine indulgence dans vos propos. À mon avis, notre système est plus malade qu'il n'y paraît et il est même probablement à bout de souffle. Le virus ne l'a pas épargné.

Fidèle à ses habitudes, le président qui n'aime pas rester immobile pour réfléchir assis sur son siège, la tête dans les mains, se lève et parcourt du regard ses invités. Il fait quelques pas dans la pièce, se dirige vers l'une des fenêtres donnant sur le parc dont les arbres commencent à bourgeonner, garde le silence en observant ses ministres. *Sont-ils prêts à sortir de leur « zone de confort » ?* se dit-il pour reprendre l'expression consacrée par les séminaires de management. De purs produits du système français, excellents dans le diagnostic, mais prisonniers de remèdes éprouvés régulièrement dans le passé qui, en l'occurrence, semblent inadaptés à la situation inédite que vit la France aujourd'hui. Il apprécie cependant le recours à des méthodes nouvelles pour répondre à l'urgence. Le président est convaincu que l'heure est venue de prendre plus de risques que l'épidémie n'en présente et reprend la parole.

— Dis-moi, Jean-Marie, pour régler le cas du bac, qui est le sujet prioritaire, c'est dans trois mois, as-tu une solution ?

— Oui, ne prendre en compte que le contrôle continu, répond le ministre sans hésiter, sous réserve toutefois de faire des simulations sur un échantillon représentatif. Il ne faudrait pas que cette mesure aboutisse à des résultats sensiblement inférieurs à ceux des années précédentes. On aurait l'air malin.

— D'accord, c'est effectivement la moins mauvaise solution, reconnaît le président. N'est-ce pas messieurs ? ajoute-t-il en se tournant vers ses deux autres interlocuteurs qui approuvent d'un mouvement de paupières sans ajouter un mot.

— Bien, restons-en là pour le bac, on ajustera les modalités plus tard. Pour le brevet des collèges, on procédera de même. Reprenons maintenant plus globalement l'impact de cette année scolaire plus ou moins amputée d'une grande partie de ses cours. Qu'en penses-tu ? demande le président à Jean-Marie Blainville.

— J'ai encore en mémoire cet acte terrifiant d'une enseignante qui a mis fin à ses jours, il y a quelques mois pour attirer notre attention sur son épuisement, ses conditions de travail, les réformes incessantes et contradictoires qui se sont enchaînés depuis des décennies, répond le ministre. Notre système éducatif est mal en point, malgré les moyens financiers considérables qu'on lui consacre : le premier poste budgétaire de la nation, près de quatre-vingts milliards avec l'enseignement supérieur, je vous le rappelle. Ce virus nous impose à tous une pause, mieux encore, un jeûne auquel s'apparente précisément le confinement que nous vivons aujourd'hui. Celui-ci devrait désintoxiquer les organes affaiblis de notre société, celui de l'éducation, comme celui de la santé par exemple et d'autres encore, indispensables à une réelle qualité de

vie pour tous. Objectif qui, hélas, part néanmoins en lambeaux pour une partie de la population.

Les trois interlocuteurs du ministre n'en croient pas leurs oreilles. Il est rare qu'un responsable politique s'appuie sur des arguments de cette nature, proches de l'ascétisme, pour répondre aux attentes de ses concitoyens. La plupart du temps, c'est le père Noël qui est appelé au secours pour calmer les angoisses. Le ministre vient de se permettre, du moins en paroles, une entorse à cette pratique qui revient toujours en boomerang une fois le danger écarté. Le regard et le signe de la tête qu'il porte à son collègue, au secrétaire général de l'Élysée et surtout à Éric Manin, apparemment ébranlés par ses propos, les invitent à s'exprimer. Le président, très surpris par les mots de son ministre, prend l'initiative de lui demander davantage d'explications.

— Si j'ai bien compris ta pensée, le confinement, c'est-à-dire l'arrêt quasi total du pays et même total en ce qui concerne l'Éducation nationale sous sa forme traditionnelle, présenterait les mêmes vertus que le jeûne appliqué à un corps malade. Il permet, en gros, de le régénérer. C'est bien ça ?

— Exactement, c'est ce que je pense, confirme Jean-Marie Blainville, surtout s'il dure aussi longtemps car, pour le coup, il bloque le fonctionnement habituel de l'organe tout en le remplaçant par de nouveaux processus qui prennent le relais avec un certain succès, mais qui restent trop dépendants d'initiatives individuelles. Cette solution est appropriée en temps de crise, ce qui est le cas, mais inadaptée pour perdurer en l'état alors qu'elle fait émerger de nouvelles pratiques pédagogiques qu'on ne doit pas oublier une fois la santé revenue.

— Donc, poursuit le président, tu préconises de modifier plus ou moins en profondeur nos méthodes, notre façon d’enseigner, voire nos structures pour valider la mise en œuvre de nouvelles pratiques à plus grande échelle.

— Effectivement, c’est à peu près cela, répond le ministre, mais le plus important est la manière de s’y prendre pour assurer la transition entre l’ancien et le nouveau Monde.

— Comment ça ? demande le président qui aimerait bien comprendre les subtilités du raisonnement du ministre et il n’est pas le seul. Où veux-tu en venir précisément ? ajoute-t-il en portant un regard dubitatif au ministre qui, pour le coup, semble totalement sorti de sa propre « zone de confort ».

— Je vais vous livrer le fond de ma pensée, répond Jean-Marie Blainville. L’année scolaire en cours se résume, de fait, à une demi-année, au mieux à deux tiers d’année, pas davantage. C’est une sorte d’année blanche, car depuis mars, nous vivons dans le brouillard. Consolons-nous en nous disant qu’il en est quasiment de même dans les autres pays d’Europe et au-delà, au sein du monde occidental.

— Et alors ? ajoute Manin.

— Je propose de neutraliser en partie le programme de cette année scolaire, de replacer nos élèves du primaire et du secondaire à la prochaine rentrée quasiment au niveau où ils se trouvaient en septembre dernier même si, officiellement, ils sont passés dans la classe supérieure, pour tout simplement libérer la place pour les nouveaux entrants et ceci, tout au long des cycles d’enseignement. En clair, on passe l’effaceur sur une bonne partie de cette « annus horribilis » et on mise sur l’année prochaine pour tirer toutes les

leçons des expériences vécues pendant cette période de jeûne et repartir du bon pied.

La surprise est partagée entre les trois personnes présentes autour de la table et le silence qui l'accompagne traduit surtout la perplexité générale ainsi qu'une approbation discrète de la part du secrétaire général de l'Élysée qui se permet alors d'intervenir pour enchérir.

— Nous tenons sûrement une occasion unique de réformer en profondeur notre système éducatif, profitons-en, d'autant plus que les autres États susceptibles de nous concurrencer sur le plan éducatif sont eux aussi autant touchés, si ce n'est plus.

— Vous comprenez bien que si je suis Jean-Marie dans cette proposition, répond sans détour le président, apparemment perturbé par les propos du ministre, tous les élèves du primaire et du secondaire, hormis les bacheliers, doubleront plus ou moins leur classe et reprendront l'année prochaine une large partie du programme de cette année, étudié de manière chaotique, précise le président. On voit bien que ce n'est pas toi (le « toi » désigne Renaud Paquet qui vient de s'exprimer) qui vas se farcir les syndicats, les associations de parents d'élève et tout le bazar.

— Excuse-moi, réagit Jean-Marie Blainville, tout ce petit monde n'a pas besoin de ça pour mobiliser ses troupes et je saurai très bien les calmer.

— Admettons. Effacer d'un trait de plume les deux tiers d'une année scolaire, ce n'est quand même pas rien, poursuit Éric Manin, dont le cerveau parfaitement organisé ne trouve pas de place pour y loger cette idée qu'il n'avait pas vue se profiler.

— L'épidémie mondiale non plus et c'est bien elle qui nous bousille l'année, répond le ministre.

— Pour les élèves et leur famille, doubler ou « redoubler une classe », comme on dit familièrement, est toujours mal vécu, enchaîne le président, manifestement peu favorable à cette mesure.

— Je suis de ton avis, mais en l'occurrence, il ne s'agira pas d'un doublement à l'identique, réplique le ministre et cette mesure touchera tout le monde sans exception. En réalité, lorsque j'emploie le mot doublement ou redoublement, il faut bien comprendre que nous ferons passer tous les élèves dans la classe supérieure, comme aujourd'hui, afin de libérer physiquement la place destinée à accueillir ceux qui rentrent dans le système en tout début de cycle. Ce mouvement de chaises musicales qui vide le réservoir des élèves de terminale pour faire entrer à l'autre extrémité du même réservoir les élèves de CP reste inchangé. En revanche, ce seront les programmes appliqués à chaque classe qui seront modifiés pour revoir, en partie, les contenus de l'année précédente qui ont été plus ou moins bien assimilés pendant ce confinement. De plus, nous testerons, à plus grande échelle, de façon pragmatique des initiatives expérimentées pendant le confinement pour clairement, ne nous le cachons pas, amorcer un changement de système à terme.

— C'est ça ! Une nouvelle réforme systémique, merci, j'ai déjà donné avec les retraites, ne peut se retenir de lancer le président, avec un regard cinglant, signe d'une vive contrariété qu'il a du mal à masquer. Arrêtons-là cette discussion, propose alors Éric Manin, en remerciant le ministre de l'Éducation nationale. Contrairement à d'autres sujets plus brûlants, nous ne sommes pas à quelques jours près. Donnons-nous une semaine de réflexion, pas davantage,

le temps de mettre au point une communication, pour informer les Français du sort que nous allons réserver au baccalauréat et au brevet. On se reverra rapidement avec la Première ministre sur ce sujet pour clore le débat.

Le président met prématurément un terme à la réunion, au cours de laquelle Jacques Videau n'a pas eu l'occasion de faire valoir son point de vue, ce qui ne semble pas le contrarier outre mesure, l'essentiel étant pour lui d'avoir eu la primeur de cette analyse et de réfléchir à son application dans son domaine de compétence. Il est possible de profiter de cette sorte d'année blanche, comme l'appelle le ministre, pour améliorer le passage du secondaire au supérieur ainsi que le processus d'orientation.

Les deux ministres prennent congé en saluant poliment le président et son secrétaire général, puis Éric Manin et Renaud Paquet prolongent seuls cette discussion riche de promesses afin d'esquisser le scénario du futur.

— Surprenant, se permet de faire remarquer Renaud.

— Si on balance son idée, tu vas voir le bordel, enchaîne le président. Surtout du côté des profs, ça bousculera leurs habitudes et peut-être du côté des familles, accros à la performance de leurs gosses et qui pourraient assimiler cette mesure à une sorte de redoublement plus ou moins déguisé. Toutefois, pour les familles modestes qui vivent mal le confinement et qui ont des difficultés à accompagner les enfants dans leur travail scolaire à la maison, cette remise à plat de l'égalité des chances serait très bien accueillie.

— Tu crois donc à l'idée de Jean-Marie ? demande Renaud.

— Sous ses aspects un peu rigides, c'est un fin politique, il a du pif.

— C'est juste. Croisons les doigts, conclut Renaud.

De retour dans ses appartements de fonction où il retrouve son épouse Agnès, le ministre donne à sa femme l'image d'un homme en proie à un intense exercice cérébral.

— Tu me parais épuisé, lui dit-elle.

— Nous venons de passer avec Manin, Videau et Paquet une réunion difficile pour aborder les conséquences du confinement sur notre système éducatif. Ils pensent que la situation est telle que le bac ne vaudra pas grand-chose si on le fait passer à nos élèves comme prévu dans sa nouvelle mouture. Comme l'année scolaire actuelle se réduit de fait à quatre ou cinq mois, car les travaux à la maison ont une valeur très inégale selon les familles et leurs conditions de vie, on creuse les inégalités. Bref, j'ai proposé l'idée de reprendre au cours de l'année prochaine tout ou partie du programme de l'année en cours en y introduisant, de plus, des méthodes utilisées pendant le confinement, en particulier l'enseignement à distance. Entre nous, j'ai même désigné l'année que nous vivons en ce moment du nom d'année blanche ou d'année de « jeûne » en faisant allusion aux organes qu'on désintoxique par une mise au repos quand on veut les renforcer.

— Tu n'as pas tort. Et Manin, il est d'accord ? Car, d'une manière déguisée, si je comprends bien ton idée, il s'agit d'une certaine forme de redoublement qui ne dit pas son nom.

— En quelque sorte. Il n'est pas convaincu. Il dit qu'il y a du pour et du contre et je t'avouerai que je ne crois pas qu'il me suive,

car il est encore marqué par l'épreuve des retraites. On apportera la touche finale dans une semaine pour permettre à Manin de communiquer avec les Français qui sont surtout impatients de connaître le traitement qui sera apporté au bac et, dans une moindre mesure, au brevet, avoue Jean-Marie Blainville, le regard dans le vague que son épouse a du mal à capter.